

**19ème ANNIVERSAIRE DU COUP DE HACHE DE SAINT
BERNARD**
MANIFESTATION REGIONALE
LE SAMEDI 22 AOUT 2015 A 15H
PLACE DE LA REPUBLIQUE A LILLE

1996 – 2015, voilà 19 ans que la police fracassait les portes à coups de hache et lançait des gaz lacrymogènes dans l'église Saint Bernard pour déloger les 314 Sans Papiers. Ce fut le point de départ de la longue marche sociale, citoyenne, anti-raciste et antifasciste pour la régularisation globale.

Des lois se sont succédées toujours plus attentatoires aux droits humains, multipliant des situations administratives toujours plus précaires et fabriquant toujours de nouveaux Sans Papiers.

Conséquence de la guerre de l'OTAN contre la Lybie, la pression migratoire aux frontières des Etats de l'UE a été augmentée faisant de la Méditerranée le plus grand cimetière à ciel ouvert de migrants. Ceux et celles qui échappent à la mort de la traversée sont traqués, parqués et se livrent parfois à des scènes de guérillas pour franchir les frontières par exemple en l'Italie et la France ou entre le Maroc et l'Espagne.

Utilisant perfidement ces drames humanitaires, de nouvelles lois sont votées comme celle en cours qui institue un parcours de délivrance des titres pouvant aller de deux à quatre ans mettant en péril la carte de dix ans qui votée pourtant à l'unanimité du parlement en 1984 n'a plus d'automaticité.

L'immigration choisie en fonction des besoins de main d'œuvre des patrons se poursuit avec les cartes « talents » de quatre ans. Les arrestations à domicile, le contrôle inopiné et l'accès aux informations d'autres administrations concernant un étranger figurent dans la nouvelle loi. Les Obligations à Quitter le Territoire Français sont accompagnées d'interdictions de retour de quatre ans (et non deux). Sont notamment visés les Roms et les Albanais. Il est envisagé la création de centres de préparation au retour pour les déboutés du droit d'asile.

Toujours présentées comme des moyens « efficaces de lutte contre l'extrême droite », ces lois xénophobes suivies de politiques répressives sont en réalité de véritables moyens de banalisation du racisme incarné par le parti d'extrême droite le FN dont les scores électoraux ne cessent de monter.

La démocratie est de plus en plus en danger minée qu'elle est par l'aggravation du chômage, de la misère, des discriminations, du racisme visant les Noirs, les Arabes, les Roms, les Musulmans, etc.

Le vivre ensemble est de plus en plus menacé parce que tout est fait et dit pour faire des « étrangers ethnicisés » les boucs-émissaires des reculs sociaux, des déficits, de la dette, de la délinquance, de l'insécurité et du terrorisme.

Voilà pourquoi le CSP59 réaffirme avec force que par la visibilité et la lutte collective, les Sans Papiers continueront à :

- s'opposer aux mensonges médiatisés,
- à contrer la fabrication médiatique de « l'ennemi intérieur étranger »,
- à démasquer la propagande raciste et fasciste,
- à œuvrer à convaincre les électeurs et les parlementaires que la régularisation globale est la seule solution
- et enfin à obtenir pour chaque Sans papiers le droit à sa régularisation.

Lille le 1^{er} août 2015